

JACQUES LERUEZ*

LES ÉLECTIONS BRITANNIQUES
DU 7 MAI 2015 :
LA VICTOIRE DE DAVID CAMERON
N'EST-ELLE QU'UN MIRAGE ?

163

Le soir du 7 mai, juste après la fermeture des bureaux de vote, soit 22 heures à Londres et 23 heures sur le continent, c'est un véritable coup de tonnerre qui retentit sur tous les plateaux de télévision, lorsque est annoncé le sondage de sortie des urnes qui donne une grande avance en sièges (316 contre 239) au Parti conservateur et à son chef, David Cameron. Or même les observateurs les plus aguerris avaient fini par être intoxiqués par ce que prédisait la pléthore de sondages que les nombreux instituts avaient déversés sur la scène médiatique, quasiment depuis le début de la campagne officielle, et qui laissaient penser que l'élection se jouerait dans un mouchoir de poche et qu'elle engendrerait, une fois de plus, un *hung parliament*, avec toutes les spéculations sur les alliances et les coalitions possibles, d'autant que l'effondrement prévisible du Parti libéral-démocrate rendait fort improbable le retour au pouvoir de la coalition sortante.

Et pourtant, l'expérience montre que presque toujours les sondeurs britanniques sous-estiment l'importance du vote conservateur. Témoin, l'élection générale d'avril 1992 qui avait vu le maintien au 10 Downing Street de John Major avec une majorité de plus de vingt sièges alors que tous les sondages annonçaient une large victoire des travaillistes ! Il y a d'ailleurs une autre similarité entre les deux élections, sur laquelle nous reviendrons.

Malgré tout, le sondage de sortie des urnes se révélait encore trop prudent car, lorsque les derniers résultats sont publiés dans la matinée, David Cameron est déjà assuré de pouvoir gouverner seul, le nombre d'élus conservateurs ayant dépassé (de peu) la majorité absolue, qui est théoriquement de 326. Ce qui lui permet de rentrer triomphant au 10 Downing Street, de se faire confirmer comme Premier ministre par la Reine et de commencer à former un nouveau gouvernement monocolore, puisqu'il s'est

* Directeur de recherches honoraire au CNRS.

affranchi de l'alliance avec les libéraux-démocrates, alliance qui avait été mal supportée par nombre de députés conservateurs. D'ailleurs, le fait que l'ampleur de la victoire conservatrice ait été sous-estimée, en voix comme en sièges, suite au sondage de sortie des urnes, s'explique essentiellement par la sous-évaluation du

recul libéral-démocrate. En effet, si l'effondrement des voix obtenues par ce parti a bien été diagnostiqué, les sondeurs ont sans doute surestimé la capacité de ses députés les plus connus et les plus anciens à se maintenir dans des circonscriptions qui leur étaient acquises depuis longtemps, certaines depuis l'ère Thatcher.

BILAN GÉNÉRAL DE L'ÉLECTION À L'ÉCHELLE DU ROYAUME-UNI

Élections législatives au Royaume-Uni

Participation 66,1 %

Partis	voix	%	sièges
Parti conservateur	11 300 303	36,9 (+ 0,8)	330 (+ 23)
Parti travailliste	9 344 328	30,4 (+ 1,5)	232 (- 26)
SNP	1 454 436	4,7 (+ 3,1)	56 (+ 50)
Libéraux-démocrates	2 415 888	7,9 (- 15,2)	8 (- 49)
DUP	184 260	0,6 (=)	8 (=)
Sinn Féin	176 232	0,6 (=)	4 (- 1)
Plaid Cymru	181 694	0,6 (=)	3 (=)
SDLP	99 809	0,3 (=)	3 (=)
UUP	114 935	0,4 (=)	2 (+ 2)
UKIP	3 881 129	12,6 (+ 9,5)	1 (+ 1)
Parti vert	1 157 613	3,8 (+ 2,8)	1 (=)
Alliance	61 556	0,2 (+ 0,1)	1 (- 1)
Autres	349 497	1,1	1 (=)

On notera tout d'abord que le taux global de participation est faible : 66,1 %¹. Bien que l'élection à la chambre des Communes soit l'élection majeure au Royaume-Uni puisqu'elle détermine qui gouvernera le pays pendant cinq ans, il semble donc qu'une grande partie des électeurs s'en désintéresse, malgré un système de votes

par correspondance dont le fonctionnement paraît d'une grande simplicité.

On remarque également que l'écart en élus entre les deux grands partis (98) est le double de celui de 2010 (49), alors qu'en voix les travaillistes progressent plus que les conservateurs². Cela est dû bien sûr à la perte de quarante sièges

1. Il est un peu plus fort en Écosse (71,1 %).

2. Le Parti conservateur présentait seize candidats de plus que les travaillistes et les libéraux-démocrates. Cela vient du fait que ce parti présente systématiquement des candidats en Irlande du Nord, alors que les autres partis préfèrent ne pas faire de concurrence aux partis locaux qui sont proches d'eux : le Social Democratic Labour Party pour les travaillistes, l'Alliance pour les libéraux-démocrates.

travailleuses en Écosse, mais pas seulement. En effet, si l'on examine plus en détail les résultats – l'Écosse mise à part –, on s'aperçoit que les deux grands partis font presque jeu égal en matière de sièges gagnés et perdus vis-à-vis l'un de l'autre. Les conservateurs prennent huit sièges aux travailleuses, alors que les travailleuses gagnent dix sièges aux dépens des conservateurs. La différence en faveur des conservateurs vient de la répartition inégale des pertes chez les libéraux-démocrates : sur les trente-neuf sièges perdus par ces derniers en Angleterre et au pays de Galles, vingt-neuf sont récupérés par les conservateurs et dix seulement par les travailleuses.

Par ailleurs, si l'on reprend le tableau précédent, on remarque les énormes progrès en voix des formations contestataires, l'UKIP et les Verts, qui ne sont plus marginales mais que le mode de scrutin élimine virtuellement. Par conséquent, s'il a suffi d'environ 34 200 voix pour élire un député conservateur, 40 300 pour un travailliste et même seulement 26 000 pour un élu nationaliste, il a fallu 302 000 voix pour un libéral-démocrate, plus d'un million pour élire la seule députée verte et plus de trois millions pour l'unique député UKIP ! Tout cela montre que si le système électoral, qui est censé amener au pouvoir le gouvernement d'un seul parti, a retrouvé cette vertu après cinq ans de coalition, il reste tout à fait incapable de garantir une représentation équitable de l'opinion publique, puisque le gouvernement qui en émane n'est amené au pouvoir que par un peu plus d'un tiers des votants et environ un quart des électeurs potentiels. On peut certes considérer, comme certains observateurs britanniques le font avec soulagement, qu'il y a retour au bipartisme, mais en fait il s'agit seulement d'un bipartisme en trompe-l'œil.

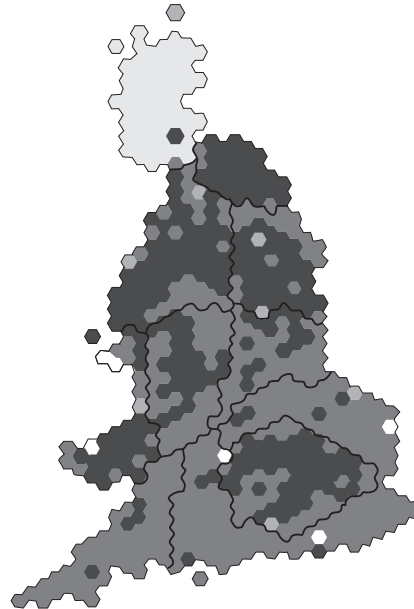
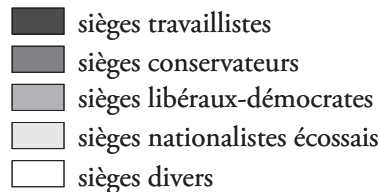
RÉPARTITION DES SIÈGES ET DIVISION NORD-SUD

C'est la grande nouveauté de cette élection : l'Écosse était traditionnellement considérée comme faisant partie du nord du pays, qui vote très majoritairement travailliste. Or la division nord-sud ne s'applique plus dorénavant qu'à l'Angleterre. En fait, il y a maintenant trois grandes divisions dans la carte électorale britannique : l'Écosse nationaliste, le nord de l'Angleterre (régions nord-est, nord-ouest et Yorkshire-Humberside), qui reste très majoritairement travailliste, le sud de l'Angleterre (Est-Anglie, sud-est, sud-ouest), où les conservateurs sont traditionnellement très forts – c'est d'ailleurs là qu'ils ont construit leur victoire, en accaparant quasiment tous les sièges des libéraux-démocrates. Seule exception : le Grand Londres, où le Parti travailliste reste dominant. Entre les deux, les Midlands – c'est là que se joue souvent l'élection –, où l'implantation travailliste faiblit mais reste majoritaire dans l'ouest ainsi qu'au pays de Galles.

La situation était très différente à l'époque de Tony Blair puisque ce dernier avait, par deux fois, réussi à obtenir une majorité absolue de sièges dans l'Angleterre seule, en ralliant ce qu'il appelait *Middle England*, c'est-à-dire les classes moyennes montantes de l'Angleterre, qui votaient pour Margaret Thatcher dans les années 1980. Par contre, les gouvernements travaillistes du passé (sauf en 1945) avaient toujours été dépendants des majorités obtenues en Écosse et au pays de Galles pour gouverner. On voit donc que, si sa quasi-disparition en Écosse se confirme, le Parti travailliste aura beaucoup de mal à redevenir majoritaire à la Chambre des communes, à moins d'une seconde renaissance de type blairiste. C'est aussi en Angleterre

Carte du vote par régions

166



seule que l'UKIP prospère le plus : il y obtient 14,1 % des voix. Jusqu'à présent, on estimait que l'UKIP prenait surtout des voix aux conservateurs, mais ce n'est plus le cas désormais : dans une quarantaine de circonscriptions ouvrières largement acquises aux travaillistes, l'UKIP arrive en deuxième position, avant les autres partis traditionnels. Certes, cela ne change en rien le résultat final en sièges, mais il pourrait en être autrement lors du futur référendum européen.

Le pays de Galles a un comportement électoral proche de celui du nord de l'Angleterre et reste donc un bastion du Parti travailliste, avec 26 élus sur les 40 sièges qui lui sont attribués. Depuis la dévolution (1998), l'Assemblée galloise a toujours présenté une majorité travailliste ; le pays de Galles a donc été gouverné en permanence par un *First Minister* travailliste. Le parti autonomiste Plaid Cymru, qui a fait élire trois députés, n'est influent que dans les zones où l'on parle gallois (un

tiers des Gallois sont bilingues) et met la défense de la culture et de la langue galloises au centre de son action. Ses titres de gloire anciens sont d'avoir obtenu l'ouverture d'écoles où l'enseignement se fait entièrement en gallois et, dans les années 1980, la création d'une chaîne de télévision en langue galloise.

Quant à l'Irlande du Nord, elle forme, depuis la séparation d'avec ce qui allait devenir la République d'Irlande (1922), un sous-système politique à part, présentant initialement un parlement largement dominé par les partis protestants, supprimé en 1972 et remplacé – depuis l'accord dit du Vendredi saint (1998), qui mit fin à la guerre civile – par une assemblée élue à la proportionnelle pour permettre à la minorité catholique d'obtenir une représentation équitable et de partager ainsi le pouvoir. L'Irlande du Nord envoie théoriquement dix-huit députés aux Communes mais, comme le Sinn Féin – parti républicain radical

issu de l'ancienne Armée républicaine irlandaise (IRA), qui obtient quatre élus (un de moins par rapport à 2010) – refuse d'y siéger pour ne pas avoir à prêter serment à la reine d'Angleterre, l'Irlande du Nord n'a plus que quatorze représentants: dix unionistes « protestants », trois élus « catholiques » du Social Democratic Labour Party et un indépendant. Le parti de l'Alliance, qui est le seul à tenter de dépasser les divisions communautaires – qui restent vives – et qui avait réussi à faire élire un

député en 2010, perd cet unique siège en 2015.

LE CAS PARTICULIER DE L'ÉCOSSE

En Écosse, il n'y a pas eu de surprise, tous les sondages annonçant le raz-de-marée (on a même parlé d'un tsunami) nationaliste – certains même prévoyant la disparition totale des partis unionistes. Cette prédiction a d'ailleurs failli se révéler juste car les trois sièges sauvés par les unionistes le sont de justesse.

Les résultats en Écosse

Participation 71,1 %

<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
SNP	1 454 436	50,0 (+ 30,1)	56 (+ 50)
Parti travailliste	707 147	24,3 (– 17,7)	1 (– 40)
Parti conservateur	434 097	14,9 (– 1,8)	1 (=)
Libéraux-démocrates	219 675	7,5 (– 11,3)	1 (– 10)
UKIP	47 078	1,6 (+ 0,9)	0 (=)
Verts	39 205	1,3 (+ 0,7)	0 (=)
Divers	9 827	0,5 (=)	0 (=)

167

Fait remarquable: les quatre grands partis ont présenté des candidats partout, même dans les circonscriptions où ils n'avaient aucune chance de l'emporter. Si l'on comprend aisément que le Parti national écossais (SNP) ait voulu compter ses voix sur l'ensemble de l'Écosse, d'autant plus que sa victoire était partout envisageable, on comprend mal que les partis unionistes, notamment travaillistes et libéraux-démocrates, qui après tout ont gouverné l'Écosse ensemble pendant

huit ans, n'aient pas été plus solidaires. Certains médias avaient suggéré – et même quelques-uns espéré – que le *vote tactique*³ pourrait limiter les gains nationalistes; ce type de vote a certainement eu quelques incidences, mais il s'est révélé insuffisant pour changer notablement les résultats, d'autant que les conservateurs, sur le plan national, ne peuvent que se féliciter du recul des travaillistes. Il faut dire qu'électoralement ils n'ont plus grand-chose à perdre en Écosse⁴.

3. Le vote tactique consiste pour un électeur à donner sa voix au mieux placé pour défaire le candidat qu'il redoute le plus, quitte à renoncer à voter pour le candidat qu'il préfère.

4. Néanmoins, dans la circonscription de Kirkcaldy-et-Cowdenbeath – circonscription de l'ancien Premier ministre Gordon Brown (réélu en 2010 avec 50,2 % des voix), qui ne se représentait pas –, où le nouveau député, nationaliste, l'emporte avec 52,2 % des suffrages,

Le tableau ci-après décrit le déclin progressif du Parti conservateur (« unioniste » jusqu'en 1970) depuis son apogée en 1955 jusqu'à l'effondrement général de l'unionisme en 2015.

*Le déclin progressif du Parti conservateur**

	1955	(71)	C = 36	T = 35		
	1959	(71)	C = 31	T = 38	L = 1	
	1964	(71)	C = 24	T = 43	L = 4	
	1966	(71)	C = 20	T = 46	L = 5	
	1970	(71)	C = 23	T = 44	L = 3	SNP = 1
	1974 (février)	(71)	C = 21	T = 40	L = 3	SNP = 7
	1974 (octobre)	(71)	C = 16	T = 41	L = 3	SNP = 11
	1979	(71)	C = 22	T = 44	L = 3	SNP = 2
	1983	(72)	C = 21	T = 41	AL** = 8	SNP = 2
168	1987	(72)	C = 10	T = 50	AL = 9	SNP = 3
	1992	(72)	C = 11	T = 49	LD** = 9	SNP = 3
	1997	(72)	C = 0	T = 56	LD = 10	SNP = 6
	2001	(72)	C = 1	T = 56	LD = 10	SNP = 5
	2005	(59)***	C = 1	T = 41	LD = 11	SNP = 6
	2010	(59)	C = 1	T = 41	LD = 11	SNP = 6
	2015	(59)	C = 1	T = 1	LD = 1	SNP = 56

* Nombre de députés total (entre parenthèses), conservateurs (C), travaillistes (T), libéraux (L) et SNP représentant l'Écosse aux Communes.

** Alliance formée par le vieux Parti libéral (L) et le nouveau Parti social-démocrate, lui-même issu de la scission travailliste de 1981 et qui deviendra, en 1989, le Parti libéral-démocrate (LD).

*** Jusqu'en 2001, la représentation de l'Écosse aux Communes était de 72 députés, soit 11 %, ce qui était bien supérieur à la proportion de sa population dans l'ensemble du Royaume-Uni (8,5 %). Après la mise en place du Parlement écossais, les députés anglais ont demandé et obtenu que cette représentation soit plus en harmonie avec son poids démographique.

Comme le montre ce tableau, le déclin des conservateurs en Écosse est d'abord lié à l'abandon de l'étiquette « unioniste », qui en faisait une machine « attrape-tout » susceptible de recueillir tous ceux qui rejetaient le Parti travailliste, d'autant que ce dernier était apparu très vite comme protégeant les intérêts des catholiques,

qui formaient à Glasgow et dans le centre ouest ouvrier des minorités non négligeables. D'où un vote ouvrier « unioniste » puissant dans ces régions jusque dans les années 1960, qui a rapidement décliné avec l'atténuation des rivalités religieuses et virtuellement disparu avec le thatchérisme et ses suites. L'effritement des

ce qui constitue un *swing* (moyenne du déplacement des voix d'un parti à l'autre) de 34,5 % du Parti travailliste au SNP, on peut mesurer un transfert notable de voix conservatrices et libérales-démocrates en faveur du candidat travailliste, révélant une proportion de votes tactiques non négligeable.

positions conservatrices ne profite cependant pas au SNP mais au Parti travailliste – et dans une moindre mesure aux libéraux-démocrates – qui, jusqu’en 2010, a gardé des positions paraissant inébranlables et donc disposé d’un quasi-monopole

de la représentation écossaise aux Communes.

Comment expliquer alors l’effondrement soudain de l’unionisme non conservateur ? Il y a d’abord une explication mécanique.

Rappel des résultats du référendum du 18 septembre 2014 en Écosse

L’Écosse devrait-elle être un pays indépendant ?

Inscrits	4 283 392	(97 % des électeurs potentiels)
Votants	84,59 %	
Bulletins nuls	3 429	

	<i>voix</i>	%
Non	2 001 926	55,30
Oui	1 617 989	44,70

169

Si l’on additionne les voix obtenues par les deux partis prônant le « oui » (SNP + Verts) lors du référendum sur l’indépendance de l’Écosse, on obtient presque 1 500 000 voix. Or il y avait alors eu 1 617 989 « oui », mais avec une participation beaucoup plus forte (84,59 %). Par contre, si l’on comptabilise ensemble les voix obtenues par les trois partis unionistes, auxquelles on peut ajouter celles de l’UKIP, on arrive à un peu plus de 1 400 000 voix. Or deux millions de voix se sont portées sur le « oui ». D’un côté, on observe un déficit d’un peu plus de cent mille voix ; de l’autre, de plus de six cent mille. Les partisans du « oui » se sont donc bien plus mobilisés que les nonistes ; on peut même supposer que la mobilisation nationaliste a été encore plus ample, toutes proportions gardées, puisque l’abstention a été plus forte (28,9 % au lieu de 15,4 %).

Mais il y a d’autres explications. D’abord la pérennisation de l’élan donné aux indépendantistes par la campagne en vue du référendum ; car, si le résultat

final s’est révélé négatif, il était loin de constituer une défaite pour les partisans du « oui » ; en effet, faire passer, en moins de deux ans, le désir d’indépendance des électeurs d’environ 30 % à près de 45 % fut une belle réussite et cet élan n’est pas retombé, comme l’afflux de nouveaux adhérents aux deux partis indépendantistes (SNP et Verts), après le référendum, l’a spectaculairement montré. Ensuite, il y eut « l’effet Nicola Sturgeon » ; cette femme a un charisme extraordinaire, qui avait déjà opéré au moment du référendum puisque son fief, Glasgow, fut l’une des quatre collectivités locales à voter « oui », ce qui constitua pour elle une victoire personnelle. Dès le moment où elle est devenue leader de son parti et élue *First Minister* du gouvernement écossais, elle s’est affirmée comme la vraie chef du mouvement indépendantiste, marginalisant quelque peu l’ancien leader Alex Salmond, participant à tous les débats avec une aisance et un aplomb étonnants et menant une campagne

de terrain impressionnante, à faire pâlir les leaders unionistes. Il ne faut donc pas s'étonner que les électeurs de toutes les circonscriptions de Glasgow aient lâché les travaillistes et élu sept députés SNP.

À l'inverse, les partis unionistes, qui avaient tenté de gommer leurs différences au moment du référendum, se sont retrouvés face à leurs divisions internes et, en ce qui concerne les libéraux-démocrates et les travaillistes, face à des électeurs dont beaucoup avaient voté « oui » et n'étaient plus décidés à faire preuve de la même fidélité indéfectible que par le passé. Concernant les libéraux-démocrates, leur entrée dans un gouvernement de coalition avec les conservateurs a été encore plus mal vécue en Écosse qu'ailleurs ; ils en avaient déjà payé le prix en 2011, lors de la dernière élection au Parlement écossais, quand leur nombre d'élus était passé de dix-sept à cinq !

Quant au Parti travailliste, l'impression qu'il a donnée d'avoir pactisé avec les conservateurs et le système de Westminster (très impopulaire en Écosse⁵) lui a été particulièrement dommageable. On mesure ce phénomène dans l'ancien fief de Gordon Brown déjà cité, ainsi que dans la circonscription sud-ouest d'Édimbourg, dont Alistair Darling, ancien ministre travailliste et figure de proue de la campagne pour le « non » au référendum, était l' élu depuis longtemps ; Darling ne se représentait pas, mais son successeur travailliste paie pour lui, en quelque sorte : il est battu avec un score de 27,8 % des voix, contre 41,5 % pour Darling en 2010, le candidat SNP, de son côté, en obtenant 43 %, contre 22,2 % en 2010 ! L'électorat ouvrier surtout n'a pas compris la promiscuité, pourtant inévitable, entre les trois partis unionistes pendant la campagne du

référendum ; c'est donc dans les circonscriptions fortement ouvrières, généralement très fidèles au Parti travailliste, que le *swing* est le plus important.

Pour revenir aux travaillistes, il faut dire aussi que le leader national, Edward Miliband, ne s'était jamais imposé en Écosse ; lors de ses rares apparitions pendant la campagne en vue du référendum, il avait même été plusieurs fois chahuté. Mais le Parti travailliste écossais souffre d'autres maux. D'abord, malgré la dévolution de 1998, il n'a jamais acquis une vraie autonomie ; sous Blair notamment, les instances londoniennes n'ont cessé d'intervenir là où le parti aurait dû décider seul, en particulier concernant le choix des leaders et des candidats locaux. Ensuite doit être pris en compte le fait que de nombreuses affaires de corruption aient éclaté dans des collectivités locales que ce parti contrôlait depuis trop longtemps – certaines depuis un siècle. Enfin, ces derniers temps, les leaders locaux successifs n'ont pas eu le temps de s'imposer réellement ; ainsi, Jim Murphy, qui a mené la bataille électorale lors des dernières législatives, n'était leader que depuis l'automne et a dû démissionner après la défaite, sous la pression des syndicats, dont l'emprise est restée plus importante en Écosse qu'ailleurs. Il faut ajouter à tout cela une tendance ancienne (mais que connaissent les trois partis unionistes) de ses plus brillants éléments à préférer faire carrière à Londres plutôt qu'à Édimbourg – ce qui est bien moins compréhensible depuis la dévolution.

*

Quels enseignements peut-on tirer de cette élection dont les enjeux allaient bien au-delà du choix d'un Premier ministre

5. Cf. ma lettre d'Édimbourg « Le référendum du 18 septembre 2014 en Écosse : l'échec d'un long processus », *Pouvoirs*, n° 152, 2015, p. 157.

pour le Royaume-Uni ? Au début de cet article, j'ai remarqué que ce scrutin a quelque chose de comparable à celui de 1992, qui avait vu la victoire inattendue de John Major, disposant de quelque vingt sièges au-dessus de la majorité absolue. Or, parmi les élus conservateurs d'alors, une trentaine était des eurosceptiques intraitables qui, pendant cinq ans, ont gâché la vie du Premier ministre à chaque fois qu'il était question d'Europe, notamment lors de la ratification du traité de Maastricht. Une bataille parlementaire spectaculaire s'ensuivit, qui aboutit au débat le plus long, et sans doute le plus acrimonieux, ayant eu lieu à la Chambre des communes depuis 1945. Malgré la ratification finale du traité, jamais l'autorité de John Major ne s'était remise de cet épisode.

On voit la similitude avec la situation d'aujourd'hui. Cameron dispose d'une majorité encore plus courte que celle de Major. Et, précisément, ses troupes aux Communes présentent bon nombre de députés eurosceptiques ou, du moins, de députés qui savent qu'ils n'auraient pu résister à la progression électorale de l'UKIP si le Premier ministre n'avait pas pris l'engagement d'organiser un référendum sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union européenne (le désormais fameux *Brexit*) avant fin 2017. Or on peut aisément faire le pari que, même si Cameron obtient des concessions appréciables de la part de ses partenaires européens, ce qui n'est pas certain, il y aura toujours un noyau dur de députés conservateurs pour estimer que celles-ci ne sont pas suffisantes, faisant cause commune avec l'UKIP et mettant ainsi à mal l'unité de leur parti. D'ailleurs, certains nouveaux ministres laissent déjà entendre qu'ils démissionneront du gouvernement s'ils se voient refuser la liberté de faire campagne pour le « non » à l'Union européenne. L'unité du gouvernement et du parti majoritaire

risque donc d'être fortement chahutée par cette consultation référendaire. Il faut en effet se souvenir que, si le référendum de 1975 sur le maintien du Royaume-Uni dans les Communautés européennes avait permis à Harold Wilson de marginaliser les eurosceptiques de son camp, il n'avait pas pour autant empêché la scission du Parti travailliste en 1981, certes pour des raisons qui n'étaient pas toutes liées à l'Europe mais qui néanmoins avaient été causées par le conflit interne engendré par l'adhésion. Par conséquent, si David Cameron a vraiment, au fond de lui-même, le désir de maintenir son pays au sein de l'Union européenne, il joue gros dans cette affaire.

171

Le discours du trône du jeudi 28 mai présente en bonne place un projet de loi pour l'organisation du futur référendum, auquel le Parti travailliste n'a plus l'intention de s'opposer tout en annonçant qu'il fera campagne pour le maintien du pays dans l'Union. C'est du moins ce qu'a déclaré Harriet Harman qui fait office de leader travailliste depuis la démission d'Edward Miliband. Mais que reste-t-il véritablement d'autorité au Parti travailliste en général et dans ce domaine en particulier ? De plus, les travaillistes ne sont pas à l'abri, eux non plus, d'être concurrencés par l'UKIP. C'est donc que certains électeurs anciennement travaillistes sont sensibles aux thèses de ce parti sur l'immigration et sur l'Europe.

En tout cas, s'il est un parti qui a bien l'intention de se servir de la question européenne pour faire avancer sa cause, c'est bien le SNP, dont la nouvelle leader ne cache pas qu'elle profitera de ce référendum pour démontrer à quel point l'Écosse est plus ouverte à l'Europe et aux Européens que l'Angleterre. Je rappelle toutefois que, lors du référendum de 1975, le « oui » écossais a été beaucoup plus modeste que le « oui » anglais (59,4 % contre 67,2 %).

Il est vrai que le SNP était alors partisan du « non »... Mais depuis, comme on l'a vu, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la Clyde et de la Leith ! Il est par conséquent clair que, si l'Écosse vote contre le *Brexit* et l'Angleterre pour, la pression pour la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance sera irrépressible⁶.

172 Par ailleurs, le discours du trône annonce également un nouveau *Scotland Act*, le troisième depuis l'instauration du Parlement écossais, destiné à mettre en œuvre les propositions de la commission Smith, mise en place après le référendum et qui a recommandé l'attribution à l'Écosse de pouvoirs supplémentaires, notamment dans le domaine fiscal – il est prévu de lui transférer, entre autres, le recouvrement de l'impôt sur le revenu et de la moitié de la TVA perçue sur place. Malgré les mises en garde des autres partis, le gouvernement Cameron semble prêt à aller très loin dans ce domaine, car cela lui donne un argument de poids pour mettre en place un processus dit d'*English votes for English laws* – votes réservés aux députés

anglais concernant les lois destinées à l'Angleterre seule –, votes qui, avec une dévolution accrue, ne pourront qu'être plus nombreux à l'avenir⁷. Cela peut paraître logique, mais le risque est la création de deux catégories de députés, ceux qui voteront sur tout et ceux qui ne voteront que sur les matières non dévolues, ce qui entraînera une grande confusion institutionnelle et sera inévitablement mal accepté par les députés des petites nations, accroissant par là même les tendances centrifuges.

On voit donc tous les chantiers ouverts par cette élection. Un gouvernement qui commence un mandat de cinq ans avec une majorité de quelques voix est-il en mesure de les mener à bien ? C'est le second pari de David Cameron après le référendum écossais. Mais son issue est encore plus incertaine et redoutable, même si, pour l'instant, les électeurs britanniques paraissent plus attachés à l'Europe qu'on ne pouvait le croire il y a encore quelque temps.

Londres, le 6 juillet 2015.

6. On n'en est pas encore là. Un sondage publié par l'institut Ipsos-MORI le 19 juin 2015 indique qu'une large majorité des Britanniques (66 % contre 22 %, et 12 % d'indécis) est actuellement favorable au maintien dans l'Union européenne, ce qui laisse à penser qu'un renversement abrupt de tendance s'est récemment opéré (*Le Monde*, 23 juin 2015).

7. La commission présidée par William Hague, ancien leader du Parti conservateur, a suggéré trois formules pour remédier à ce problème : la moins perturbante pour le système institutionnel consisterait à ne considérer comme ratifié qu'un texte voté par une majorité de députés anglais ; une formule intermédiaire donnerait à ces derniers un veto formel ; la formule la plus radicale exclurait complètement les députés non anglais du débat et du vote des « lois anglaises ».